



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
ALIMENTAIRE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**Connaissance des propriétaires forestiers privés : quelles motivations pour gérer durablement leur forêt et prendre une place plus active au sein de la filière forêt-bois ?**

Numéro de consultation : SSP-DGPE-2025-065

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune question envoyée par mail aux services ou posée par téléphone ne sera traitée.

## Table des matières

1 – Objet du marché .....	3
2 – Éléments de contexte .....	4
3 – Objectifs, contenu et méthode de l'étude .....	5
3.1. Objectifs généraux de l'étude .....	5
3.2. Contenu détaillé et méthodes .....	6
4 – Pilotage et suivi de la prestation .....	10
4.1. Pilotage et référents .....	10
4.2. Planification et suivi de l'étude .....	10
4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude .....	11
5 – Obligations du titulaire .....	12
5.1. Participation aux différentes réunions .....	12
5.2. Remise des livrables .....	12
5.3. Confidentialité.....	12
5.4. Propriété de l'étude .....	13
Annexe : bibliographie et données indicatives .....	13

## 1 – Objet du marché

L'objet du marché est la réalisation d'une étude portant sur la gestion des forêts privées françaises métropolitaines, qui vise en particulier à identifier et à analyser les motivations et comportements des propriétaires forestiers vis-à-vis de la gestion forestière, qu'elle soit assurée par eux-mêmes ou par un tiers, à l'aune notamment du facteur que constitue le changement climatique.

L'étude doit permettre d'identifier les freins à la mise en gestion durable de ces forêts, et de mettre en lumière des leviers d'action qui permettraient de la créer ou de la favoriser, à différentes échelles notamment à travers des solutions impliquant la mise en gestion par un tiers et une externalisation du financement et du risque associés. Le travail consistera à analyser l'intérêt des propriétaires pour différentes options et en particulier les facteurs favorables 1) à la création de groupements forestiers susceptibles de constituer des unités de gestion compatibles avec la mise en gestion forestière des parcelles, 2) au recours à des dispositifs dans lesquels les propriétaires confient à un tiers la gestion de leurs bois selon différentes modalités et 3) à la mise en place d'une gestion sylvicole durable plus dynamique, notamment en matière de production de bois d'œuvre.

Cette étude dégagera ainsi des priorités permettant aux pouvoirs publics de définir des orientations (techniques, économiques, administratives, etc.) à court, moyen et long termes permettant de contribuer à la mise en gestion durable de la forêt privée et à sa contribution aux efforts de lutte contre le changement climatique, en tenant compte du ratio coût/bénéfice et des conditions de faisabilité opérationnelle de ces solutions.

Cette étude comportera deux volets indépendants.

### **Volet 1 : typologie des propriétaires forestiers privés et intérêt pour différentes options de gestion**

L'objectif de ce premier volet sera de construire, à des échelles régionale et nationale, une typologie des profils des propriétaires forestiers privés permettant d'identifier des catégories pertinentes au regard des attendus de l'étude, à savoir une mise en gestion durable des forêts et son développement. Cette typologie pourra prendre en compte à la fois des caractéristiques socio-économiques et techniques des propriétaires et de leurs forêts, ainsi que leurs motivations quant à la gestion directe ou par un tiers de leur forêt et leur positionnement par rapport aux enjeux de la filière. Cette analyse pourra se fonder sur une revue de la littérature grise et scientifique en la matière (cf. suggestion de bibliographie en annexe), la réalisation d'entretiens avec des parties prenantes, et la réalisation d'enquêtes auprès des propriétaires privés.

L'enquête devra permettre d'apprécier leur intérêt pour diverses options ou modalités d'exercice de leur rôle de propriétaires, depuis la gestion active directe jusqu'à l'externalisation complète de la gestion et du financement des investissements forestiers (voire la vente de leurs biens), et d'identifier les facteurs expliquant l'intérêt des propriétaires pour telle ou telle option.

Pour cela, un recensement préalable des principaux types -existants ou innovants- de montage et de modalités de gestion plus ou moins mutualisée, et/ou externalisée sera réalisé.

Ce premier volet devra en particulier tenir compte des caractéristiques socio-économiques des propriétaires, des caractéristiques des propriétés, du contexte régional de la filière forêt-bois de l'amont à l'aval, des motivations et objectifs des propriétaires à l'égard de la mise en gestion et de la gestion durable de la forêt, de leur niveau de connaissance et de perception des politiques forestières et des enjeux de la filière, notamment dans le contexte du changement climatique.

## **Volet 2 : identification de leviers pour la mise en gestion durable des forêts privées**

Ce volet approfondira les résultats du volet 1 sur certaines populations de propriétaires et/ou certains territoires prioritaires, identifiés sur la base d'une forte capitalisation de bois sur pied, avec une absence ou un faible taux de gestion (espaces forestiers sous-exploités ou non gérés durablement).

L'objectif de ce volet sera d'identifier les obstacles à la mise en gestion durable des forêts, ainsi que les leviers d'action, leur degré de priorité et leurs conditions de mise en œuvre, qu'il parait pertinent de mobiliser pour faire en sorte que les propriétaires forestiers s'engagent, directement ou par le truchement d'un tiers, dans une démarche qui garantisse la gestion durable de leurs forêts. Ces leviers peuvent être de tous types : budgétaire, fiscal, réglementaire (notamment dans un souci de simplification du cadre juridique afférent à la gestion durable des forêts privées), etc. Ce travail pourra se fonder sur la réalisation d'ateliers participatifs auprès de groupes de propriétaires forestiers et d'autres parties prenantes, la réalisation d'une enquête approfondie, etc.

Dans le cadre de la typologie établie au volet 1, il s'agira notamment de cerner les attentes de la catégorie des propriétaires identifiés comme étant en retrait de toute gestion de leur forêt, afin de rechercher des solutions adaptées qui permettraient d'initier une réflexion sur l'avenir de leur forêt et une mise en gestion durable de ces dernières. La recherche de tels leviers visant les propriétaires forestiers n'ayant pas adopté de pratiques de gestion de leurs forêts est notamment cruciale dans le contexte du changement climatique, impliquant une anticipation et une adaptation des pratiques de gestion. Compte-tenu de l'exigence de gestion durable des forêts privées que doit porter la politique publique aujourd'hui, ces leviers pourraient inclure des solutions ou des outils nouveaux, qui viseraient en particulier à assurer un partage du financement et du risque de la gestion du renouvellement forestier entre le propriétaire et un tiers.

## **2 – Éléments de contexte**

La forêt de France métropolitaine appartient pour 75 % de sa surface (13,1 millions d'hectares) à 3,5 millions de propriétaires forestiers privés. Ceux-ci peuvent ou doivent, selon la surface de la propriété qu'ils détiennent, se doter de documents de gestion durable (DGD), dont la détention ouvre droit à des exonérations fiscales et à une éligibilité à certaines aides publiques (ex. aide au renouvellement forestier). Les DGD sont les plans simples de gestion (PSG), les règlements type de gestion (RTG) et les codes des bonnes pratiques sylvicoles (CBPS). Les PSG et RTG offrent une garantie de gestion durable tandis que le CBPS, même doté d'un programme de coupes et travaux<sup>1</sup>, ne présente qu'une présomption de garantie de gestion durable.

À ce jour, la surface des forêts privées de métropole placées sous garantie de gestion durable s'élève à près de 30 % au niveau national. Ce taux a peu progressé depuis les années 80, passant de 24 % en 1984 à 27 % en 2022. Mais ce taux recouvre des variations importantes selon les régions (par exemple, dans certaines régions une part non négligeable des surfaces qui devraient être dotées de document de gestion durable ne le sont pas). Pour se doter de garanties de gestion durable des forêts, la loi du 10 juillet 2023<sup>2</sup> a notamment abaissé le seuil de surface rendant obligatoire le PSG à 20 hectares (au lieu de 25 ha), soumettant ainsi à obligation de PSG environ 15 000 nouveaux propriétaires et 300 000 ha. Dans le même temps, une partie significative des propriétaires détenteurs d'au moins 25 hectares (représentant une surface estimée à 500 000 ha), et donc tenus à l'obligation de PSG avant même la loi précitée, ne disposent pas de PSG. Par ailleurs, depuis l'obligation d'associer un programme de coupes et travaux au CBPS, certains propriétaires n'ont pas reconduit leur CBPS arrivé à expiration ou n'ont pas fait la démarche d'y adjoindre ce programme de coupe et travaux. Cela a rendu caduc leur CBPS. Plus généralement, un grand nombre de propriétaires privés, notamment dans la petite propriété privée morcelée, ne disposent pas de documents de gestion durable (DGD), qui encourageraient fortement les coupes

<sup>1</sup> Obligation inscrite dans loi « climat et résilience » de 2021 et opposable depuis août 2023.

<sup>2</sup> La loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie.

auxquelles ils procèdent à entrer dans le circuit économique. Sans les garanties apportées par les DGD, les prélèvements effectués relèvent davantage de l'autoconsommation.

La forêt française est par ailleurs fortement concernée par les défis liés au changement climatique :

- D'une part, dans un contexte de décarbonation de l'économie, et compte tenu du puits de carbone représenté par les forêts, la filière forêt-bois dans sa globalité doit nécessairement contribuer aux efforts d'atténuation. La stratégie nationale bas carbone (adoption de la version 3 en cours) vise un accroissement de la mobilisation du bois, avec une contribution forte attendue des propriétaires forestiers privés<sup>3</sup>.

- D'autre part, les propriétaires doivent d'ores et déjà anticiper les impacts du changement climatique (ex. dépérissements, incendies) dans leur gestion, ces derniers menaçant leur patrimoine et les multiples fonctions de la forêt, dont la production de bois, l'hébergement d'une riche biodiversité et le puits de carbone.

Fort de ces constats, il convient de s'interroger sur les motivations qui conduisent les propriétaires privés à gérer, ou faire gérer, (ou non) leur forêt, et sur leurs perceptions des enjeux climatiques.

Par ailleurs, cette étude s'inscrit dans la continuité :

- Du rapport *Mobiliser les propriétaires forestiers privés. Propositions d'actions pour accélérer le renouvellement des forêts et en faire un atout dans la lutte contre le changement climatique*, de novembre 2023. Celui-ci préconisait notamment de conduire une étude sociologique sur les propriétaires forestiers privés, afin de connaître plus finement leurs motivations.
- De l'axe de travail « gérer durablement les forêts » de la feuille de route « forêt » de la planification écologique. Celle-ci vise à repenser la forêt de demain, sous toutes ses composantes, de l'amont à l'aval.
- De la lettre de mission du délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages.
- Des outils et orientations développés dans les deux rapports produits en 2023 et 2024 concernant la massification de la gestion durable des forêts et la mise en gestion en forêt privée<sup>4</sup>.

### 3 – Objectifs, contenu et méthode de l'étude

#### 3.1. Objectifs généraux de l'étude

L'étude demandée a pour objectifs 1) d'identifier différents profils (« typologie ») de propriétaires privés, à partir de leurs caractéristiques socio-économiques et des motivations les conduisant à gérer ou à faire gérer leurs forêts, et 2) d'apprécier leur intérêt pour diverses options ou modalités d'exercice de leur rôle de propriétaires, depuis la gestion active directe jusqu'à l'externalisation complète de la gestion et du financement des investissements forestiers (voire la vente de leurs biens), et d'identifier les facteurs expliquant leur attrait pour tel ou tel mode de gestion, et 3) de mettre en lumière des freins et des leviers permettant d'encourager la mise sous documents de gestion durable des forêts privées.

Le travail s'attachera en particulier à traiter les enjeux relatifs à *i)* la lutte contre le changement climatique et *ii)* la mise en gestion active *via* notamment la création de groupements de gestion forestière ou la mise en place de dispositifs tournés vers une externalisation de la gestion auprès d'un tiers, dans les régions faisant état d'un défaut de gestion.

<sup>3</sup> L'IGN et le FCBA ont été chargés d'une étude devant permettre d'élaborer des scénarios de différents ordres (climatique, renouvellement, gestion forestière, filière) dont les résultats ont été transmis en 2024. Or, les scénarios de gestion qui nous intéressent ici, font apparaître des possibilités d'augmentation de la récolte de bois plus importantes en forêt privée qu'en forêt publique. Cela requiert cependant la mise en gestion d'une part significative de la surface forestière métropolitaine privée actuellement pas ou très peu gérée (soit 3 Mha environ) et une intensification de la gestion dans des forêts n'ayant pas encore fait l'objet de sylviculture (soit 4 Mha).

<sup>4</sup> Il s'agit des 2 rapports intitulés : *Mobiliser les propriétaires forestiers*, de novembre 2023 du groupe de travail co-présidé par le CNPF et la FNCOFOR, et de *Mise en gestion durable de la forêt française privée*, d'avril 2024, de la mission inter-inspections IGF, CGAAER, IGEDD.

*In fine*, l'objectif sera de dégager des leviers ou outils permettant aux pouvoirs publics de définir des orientations (techniques, économiques, administratives, etc.) à court, moyen et long termes permettant d'assurer la mise en gestion de la forêt privée et sa contribution aux efforts de lutte contre le changement climatique, en tenant compte du ratio coût/bénéfice et des conditions de faisabilité opérationnelle de ces solutions.

En d'autres termes, le travail demandé part des réalités passées et présentes, et cherche à préparer les politiques publiques forestières futures en répondant à trois types de questionnements :

- **Quel est l'existant ?** Qui sont les propriétaires forestiers privés (personnes physiques et morales), comment pensent-ils la gestion de leurs forêts, comment se positionnent-ils par rapport aux enjeux esquissés ?
- **Qu'est-il possible de faire ?** Dans quelle mesure peut-on davantage mobiliser les propriétaires privés, directement ou indirectement (participation d'un tiers à la gestion), en faveur de la gestion durable, de la lutte contre le changement climatique, et dans quelles proportions ?
- **Comment ?** Quels sont les outils ou leviers (économiques, fonciers, réglementaires, etc.) de long et court termes à créer, réactiver ou mettre à jour pour favoriser cette mobilisation ?

Cette étude prendra appui sur l'analyse macro-économique de la propriété forestière privée et sur l'analyse micro-économique au niveau du propriétaire. Elle devra permettre en particulier d'apporter des éléments de réponse aux questions suivantes :

- Quel est le niveau de connaissance – voire d'appréciation – par les propriétaires forestiers privés, des politiques publiques conduites en matière de gestion durable des forêts ?
- Est-il pertinent de compter sur une meilleure mobilisation de la forêt privée en faveur d'une gestion durable, pour contribuer à la lutte contre le changement climatique (atténuation et adaptation) ?
- Les impacts actuels et attendus du changement climatique en forêt (ex. sécheresses, canicules, tempêtes), source potentielle de perte de leur capital, incitent-ils les propriétaires forestiers privés à s'engager, par eux-mêmes ou via un tiers, dans des actions de gestion ?
- Quels sont les freins structurels, financiers ou motivationnels à la gestion forestière durable chez les propriétaires forestiers privés ? Quelles sont les difficultés concrètes rencontrées par les propriétaires qui voudraient gérer ou faire gérer leur forêt mais ne le font pas ?
- Quelles seraient les modifications, inflexions et ruptures à introduire dans les politiques publiques de soutien à la filière forêt-bois pour favoriser la gestion durable ? Notamment en matière d'évolution du cadre juridique relatif aux documents de gestion durable, de dispositifs fiscaux, d'aide au remembrement forestier, etc.
- Quelles propriétés-cibles ces modifications, inflexions et ruptures devraient-elles viser pour avoir le maximum d'impacts ?
- Quel serait le niveau d'acceptabilité de ces nouvelles politiques publiques par les propriétaires forestiers privés ?

Pour chacun des leviers d'action identifiés, une analyse coût/bénéfice sera menée en tenant compte du potentiel (effet) de la mesure, de la faisabilité (technique et juridique notamment), de la temporalité et des conditions opérationnelles de sa mise en œuvre.

## **3.2. Contenu détaillé et méthodes**

### **3.2.1. Volet 1 - Construction d'une typologie des propriétaires forestiers privés en France métropolitaine**

Ce volet portera sur la construction d'une typologie des propriétaires forestiers privés en distinguant les personnes physiques et les personnes morales. Cette typologie prendra à la fois en considération les caractéristiques des propriétaires et de leurs forêts, et les motivations et objectifs de gestion des propriétaires, l'acceptabilité des propriétaires à confier la gestion de leurs bois et forêts à des tiers, ainsi que leurs perceptions des enjeux et politiques de gestion durable et de lutte contre le changement climatique.

Ce travail pourra entre autres s'appuyer sur une analyse bibliographique de la littérature grise et



scientifique en la matière, sur l'analyse de données quantitatives, sur la réalisation d'entretiens avec les parties prenantes, et sur la réalisation d'une enquête sur un échantillon de propriétaires forestiers privés. Le prestataire pourra notamment s'appuyer, pour initier le travail, sur :

- La dernière enquête de la structure de la forêt privée menée par le Service de la statistique et de la prospective (SSP) du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) en 2012.
- L'exploitation des données disponibles sur les propriétaires forestiers privés de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).
- Les résultats des études réalisées par le Réseau d'observation des forestiers privés (Resofop), qui ont notamment été conduites par le Centre national de la propriété forestière (CNPF), entre 2009 et 2019, dans l'objectif de connaître la structure de la forêt privée française, dont celle sur le "consentement à couper" des propriétaires forestiers privés (2011), les facteurs favorisant ou non la mobilisation du bois (2015), la perception du changement climatique et de ses conséquences sur la gestion des forêts (2019)
- Les conclusions de l'étude MOBINTER réalisée avec l'appui financier de l'ADEME, en 2024, sur "le comportement de coupe (de bois) dans quatre territoires d'études".

#### **Les résultats attendus du volet 1 sont donc :**

- D'effectuer un état des lieux de la propriété forestière privée par catégories, par région et au niveau national, à partir de données, d'analyses bibliographiques et d'entretiens, etc.
- De mener une enquête sur les motivations des propriétaires forestiers privés, sur la base d'un échantillon représentatif des catégories identifiées à l'étape précédente. L'analyse prendra notamment en compte, séparément, les propriétés de plus et de moins de 20 ha, les différentes motivations et conditions de mise en gestion durable (ou non), en ciblant particulièrement la catégorie des propriétaires forestiers inactifs quant à la gestion de leur forêt.
- D'apprécier l'intérêt des propriétaires forestiers pour diverses options ou modalités d'exercice de leur rôle de propriétaires, depuis la gestion active directe jusqu'à l'externalisation complète de la gestion et du financement des investissements forestiers (voire la vente de leurs biens), et d'identifier les facteurs expliquant leur intérêt pour telle ou telle option.
- Sur la base de ces éléments, construire une typologie des propriétaires privés français.

#### **Ce volet 1 comprendra 2 phases :**

##### **Phase 1 : état des lieux de la propriété privée française aux échelles nationale et régionale**

Il s'agit de réaliser dans un premier temps un état des lieux de la propriété privée française métropolitaine (Corse incluse, hors outre-mer) et de son positionnement quant aux enjeux de gestion durable et de lutte contre le changement climatique :

- Cet état des lieux distinguera les personnes physiques et les personnes morales (dont les institutions), en précisant pour chacune des catégories le nombre de propriétaires, les surfaces et types de forêts détenues, etc., aux niveaux régional et national. Pour le niveau régional, les informations et données relatives à l'importance de la forêt en termes surfacique et économique seront précisées, ainsi que le niveau de développement de la filière forêt-bois (présence d'acteurs de l'amont et de l'aval).
- Il quantifiera et/ou qualifiera le niveau de mise en gestion durable de la forêt privée française, dans les différentes régions, et fera un bilan sur les DGD.
- Sur la base d'une analyse de la littérature et d'entretiens à conduire avec des parties prenantes, il fera une synthèse des connaissances concernant les motivations et objectifs des propriétaires privés, leur propension à confier la gestion de leurs bois et forêts à des tiers, et leur positionnement quant à la mise en gestion durable, à la lutte contre le changement climatique, et aux politiques publiques associées.

##### **Phase 2 : Enquête auprès d'un échantillon de propriétaires privés sur leurs motivations à gérer leur forêt et leur positionnement dans la filière forêt-bois**

Dans un second temps une enquête sera réalisée auprès d'un échantillon représentatif de propriétaires forestiers. Son objectif sera de construire une typologie des propriétaires, fondée à la

fois sur des éléments socio-économiques factuels (ex. âge, CSP, taille de propriétés) et des éléments cognitifs (ex. perception des enjeux, motivations à gérer ou à faire gérer sa forêt). Ce travail distinguera les propriétés de plus de 20 ha (soumises à PSG) de celles de moins de 20 ha. La taille et la stratification de l'échantillon de propriétaires forestiers enquêtés devront être précisés par le candidat dans son offre technique, ainsi que le mode d'administration de l'enquête (ex. papier, email, recours à un institut de sondage, origine des bases de données, etc.).

Le questionnaire pourra notamment intégrer des questions, fermées ou plus ouvertes, relatives :

- **Au type de propriété** : surface, nombre de parcelles et taille moyenne, type de peuplements, etc.
- **Au profil du propriétaire** : âge, catégorie socio-professionnelle, mode d'acquisition de la forêt (héritage, achat ou autre), la distance géographique entre le lieu d'habitation et la forêt, etc.
- **Aux motivations du propriétaire** quant au fait de posséder ou de faire gérer une forêt, à ses objectifs de gestion, aux valeurs associées (production de bois, mais aussi aspects cynégétiques, biodiversité, accueil du public, etc.), etc.
- **À son intérêt potentiel pour diverses options** ou modalités d'exercice de son rôle de propriétaire, depuis la gestion active directe jusqu'à l'externalisation complète de la gestion et du financement des investissements forestiers (voire la vente de son bien).
- **Aux caractéristiques de la propriété et à son potentiel multifonctionnel.**
- **Au niveau de connaissances et à la perception du propriétaire** concernant 1) les outils et les politiques publiques existantes (ex. réglementation, politique de gestion durable, dispositifs d'aide budgétaire et fiscale) et 2) les enjeux de la filière forêt-bois en matière de changement climatique et de mise en gestion des forêts.
- **Aux freins à la mise en gestion durable et aux propositions issues des 2 rapports précités**, afin de tester le niveau d'acceptation de certaines d'entre elles auprès de ces propriétaires (ex. modifier le droit de préférence, favoriser l'adoption d'un PSG concerté, imposer la création d'association syndicale de gestion forestière (ASGF), etc.).
- **À l'existence d'un DGD** (en distinguant les propriétés de plus et de moins de 20 ha et les différents types de documents) et – s'il existe – à sa perception et à son suivi par le propriétaire ou – s'il n'existe pas – aux raisons de son absence.

Concernant la phase qu'enquête, les éléments qui précèdent sont des suggestions devant permettre aux candidats d'effectuer une proposition. Il appartient au candidat de proposer dans son offre technique une méthodologie réaliste et permettant de répondre aux objectifs de cette phase.

Les analyses issues du volet 1 constitueront le socle à partir duquel seront ensuite bâtis les travaux du volet 2.

### ***3.2.2. Volet 2 - Faire émerger les leviers, outils et dispositifs permettant une plus grande implication de la forêt privée dans la gestion durable et la lutte contre le changement climatique***

Le second volet a pour objectif d'identifier des leviers ou dispositifs favorisant la mise en œuvre de la gestion durable chez les propriétaires privés, tout en concourant aux objectifs de lutte contre le changement climatique. Sur la base du travail effectué pour le volet 1, il est attendu que soient identifiés 1) des freins à la mise en gestion durable de la forêt privée et 2) des leviers d'action qui permettraient de la favoriser, à différentes échelles et selon des modes d'actions divers (appui à la mise en gestion directe par le propriétaire, appui à la gestion par un tiers). Ce travail dégagera ainsi des priorités permettant aux pouvoirs publics de définir ou d'accompagner des orientations (techniques, économiques, administratives, etc.) à court, moyen et long termes. Il tiendra compte du ratio coût/bénéfice et des conditions de faisabilité opérationnelle des solutions proposées.

Le volet 2 abordera en particulier la question du morcellement de la propriété forestière privée. Il s'agira d'évaluer et de tester la faisabilité, auprès des propriétaires, de possibles évolutions du cadre



juridique successoral, lorsqu'une forêt est intégrée au patrimoine (ex. définir un nouveau seuil en deçà duquel il serait impossible de fractionner la forêt), ainsi que des méthodes nouvelles de regroupement ou de gestion visant à mettre d'office des petites parcelles (seuil à définir) sous gestion durable.

Il est attendu que ce travail soit effectué pour partie par le prestataire, suite aux travaux du volet 1, et qu'il mobilise dans un second temps les parties prenantes de la forêt privée. Il s'agira alors d'organiser des ateliers de travail impliquant les propriétaires forestiers pour approfondir les échanges sur les freins identifiés et les différents leviers d'action envisagés. L'ensemble des propriétaires (détenteurs d'une forêt de moins de 20 ha et de plus de 20 ha) devront être représentés.

Ces ateliers se réuniront à plusieurs reprises. Les objectifs de ces réunions consisteront à :

- Partager les résultats obtenus dans le cadre du volet 1 de l'étude, rappeler les notions de gestion durable sur la base du code forestier, etc.
- Soumettre aux propriétaires des propositions d'actions, notamment issues des 2 rapports de 2023 et 2024 précités, et de nouveaux leviers d'actions qui auront émergé du travail, et recueillir les avis motivés des propriétaires participants sur leur mise en œuvre.
- Affiner les leviers et dispositifs qui seraient susceptibles de permettre à ces propriétaires de s'engager dans la gestion durable de leur forêt.
- Créer les conditions pour amener les propriétaires à parler librement pour faire émerger de nouvelles considérations et/ou propositions.

Ce travail de concertation en ateliers pourra être effectué à l'échelle nationale et/ou cibler certaines régions ou certains territoires, notamment ceux où la question de la mobilisation des bois en forêt privée est particulièrement prégnante. Il pourrait être envisagé de consacrer un de ces ateliers aux freins à la mise en gestion identifiés pour les propriétaires en retrait de toute gestion et aux solutions à leur offrir. L'offre technique des candidats devra préciser le type et le nombre d'ateliers envisagés, leurs thématiques et leurs objectifs, leur méthodologie et leur portée géographique (national, régional, autre, etc.).

À partir du travail réalisé dans le volet 1, le prestataire, avec la contribution active des groupes de propriétaires mis en place, rédigera des propositions pouvant être adoptées à court et moyen termes (qui seront à privilégier) et, le cas échéant, à long terme.

Ce travail s'appuiera notamment sur les profils de propriétaires identifiés dans le volet 1 (« typologie »). Il s'agira de « croiser » les catégories de propriétaires forestiers, et les freins et leviers d'action identifiés. En effet, certains leviers d'action pourraient être davantage pertinents à mobiliser pour certains propriétaires, par rapport à d'autres (sur la base de leurs caractéristiques socio-économiques, de leurs motivations, et leurs propriétés, etc.).

## 4 – Pilotage et suivi de la prestation

### 4.1. Pilotage et référents

L'étude est commandée par la Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises (DGPE) et suivie par le Bureau de la réglementation et des opérateurs forestiers (BROF), avec l'appui du Centre d'études et de prospective (CEP). Le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP), désigné dans le marché sous le terme d'acheteur, est le pouvoir adjudicateur. L'étude est financée par le MASA (SSP et DGPE) et France Bois Forêt. Le BROF indiquera au titulaire du marché, lors de la mise en place du marché, un ou plusieurs référents au niveau de la sous-direction filières forêt-bois, cheval et bioéconomie (SDFCB) de la DGPE. De son côté, le titulaire devra confirmer l'identité du responsable de l'étude en charge de la coordination du marché (exécution des prestations et facturation).

Un comité de pilotage (COPIL) sera constitué pour diriger et suivre le travail mené par le prestataire. Il sera composé *a minima* de la DGPE/SDFCB, du délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages (DIM FBU), du CEP, de France Bois Forêt, de la Fédération des syndicats des propriétaires forestiers privés (Fransylva), de l'Union des coopératives forestières françaises (UCFF) et le cas échéant des services régionaux de la forêt (SERFOB) de certaines régions ciblées dans l'étude. Ce COPIL pourra inviter, en tant que de besoin, des représentants d'autres structures. En tant que commanditaire principal, la DGPE présidera le COPIL. Ce COPIL valide tous les livrables (cf. 4.3).

Un comité restreint réunissant le MASA/service prescripteur technique (DGPE/SDFCB), France Bois Forêt, le prestataire et le DIM FBU se réuniront afin de préparer les réunions du COPIL, mais également en tant que de besoin. Ces réunions pourront se dérouler en présentiel, par téléphone, par mail ou par visioconférence. Les éléments et les choix à soumettre au COPIL y seront notamment discutés. Les documents devant être présentés au COPIL seront transmis par courriel aux représentants du MASA/service prescripteur technique et France Bois Forêt au moins une semaine à l'avance.

À l'issue de chaque réunion du COPIL, le prestataire rédigera un compte rendu de réunion qui sera soumis à la validation de l'ensemble des participants au plus tard une semaine après la tenue de la réunion.

Les décisions prises lors du COPIL engageant la suite des prestations, les échanges entre le titulaire et les différentes parties, pour valider définitivement la retranscription, ne devront pas excéder deux semaines par rapport à la date de tenue de la réunion.

### 4.2. Planification et suivi de l'étude

La planification des prestations est établie en cohérence avec la durée de l'étude fixée dans son ensemble à 14 mois. Cette durée court à compter de la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations.

Le COPIL de l'étude sera organisé sous la forme de réunions présentiels ou mixte visio, en présence du prestataire, au moins 5 fois, réparties par exemple de la manière suivante :

- COPIL n°1 de lancement : présentation et validation du calendrier général, des méthodes, échange sur les ressources utiles (entretiens à réaliser, bibliographie notamment),
- COPIL n°2 : présentation du panorama des profils des propriétaires forestiers privés (volet 1 phase 1 : phase bibliographique, d'analyse de données et d'entretiens), présentation et validation du questionnaire de l'enquête (volet 1 phase 2),
- COPIL n°3 : restitution des résultats de l'enquête (volet 1 phase 2), validation du rapport intermédiaire (L1, cf. 4.3), présentation et validation de la méthodologie et du calendrier du

volet 2 (notamment contenu et calendrier des ateliers, et premières propositions concernant les freins, leviers et recommandations),

- COPIL n°4 : restitution des résultats des travaux des ateliers et du reste du volet 2, présentation du plan détaillé du rapport définitif (L3) et de la note de synthèse (L5),
- COPIL n° 5 de clôture : présentation et discussion d'une version provisoire de l'ensemble des livrables L3 à L6.

Le prestataire indiquera dans son offre technique les délais prévus entre les réunions, sachant que le délai global entre la date mentionnée dans l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations (qui correspondra à la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du COPIL et au lancement de l'étude) et la cinquième réunion du COPIL sera de 13 mois maximum.

#### **4.3. Nature des livrables et valorisation de l'étude**

L'étude donnera lieu à la livraison des éléments suivants :

**L1** : un rapport intermédiaire entièrement rédigé, sous formats numériques « docx » et « pdf » présentant les résultats du volet 1 (état des lieux et panorama des profils des propriétaires forestiers privés (« typologie »)), aux niveaux régional et national.

**L2** : une présentation du L1 en webinaire interne, à destination de la SDFCB et des services déconcentrés du MASA.

**L3** : un rapport final, provisoire puis définitif, reprenant les résultats des deux volets de l'étude, dont le L1 et les résultats des enquêtes, analyses bibliographiques et de données, et entretiens effectués,

**L4** : un support synthétique (formats « .pptx », « .odp » et « .pdf ») présentant les résultats de l'étude,

**L5** : une note de synthèse de l'étude en 23 000 signes maximum (espaces compris, hors illustrations), en français et sous format numérique (« odt », « docx » et « pdf »), mettant en valeur les points saillants de l'étude et respectant la ligne éditoriale de la collection des Analyses publiées par le CEP du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cette note à en préciser la problématique. Cette note de synthèse devra être entièrement rédigée, un plan détaillé devra être fourni en amont et validé.

**L6** : un article de 85 000 signes environ (espaces, illustrations et annexes compris), en français et sous format numérique (« odt », « docx » et « pdf »), condensant et résumant l'étude, mettant l'accent sur ses apports méthodologiques et respectant la ligne éditoriale de la revue *Notes et études socio-économiques* (NESE) publiée par le CEP du MASA. Le CEP aidera les auteurs de cet article à en préciser le plan détaillé. Cet article devra être entièrement rédigé.

Le temps nécessaire à la rédaction des livrables L5 et L6 devra être clairement identifié dans la proposition du candidat. Ce temps devra être préservé au moment de la réalisation effective de l'étude.

Les derniers livrables sont attendus au plus tard 14 mois à compter de la date de la 1<sup>ère</sup> réunion du COPIL. La version définitive du livrable L3 sera transmise au plus tard quinze jours après le cinquième COPIL.

En plus des livrables finaux décrits ci-dessus, les éléments suivants devront être préparés par le prestataire et devront être validés par les commanditaires et le CEP :

- Les ordres du jour et supports utilisés lors des réunions du Copil, au plus tard une semaine avant la tenue de celui-ci.

- Les comptes rendus des réunions du COPIL, au plus tard une semaine après la tenue de celui-ci.
- Les diaporamas et autres matériaux utilisés lors des séances de travail des ateliers participatifs, dans un délai permettant leur relecture.
- Les grilles d'entretien et questionnaires d'enquêtes (fournis aux formats « docx » et « pdf »), dans un délai permettant leur relecture.

Le CEP, en tant que gestionnaire du Programme ministériel d'études du MASA, se réserve le droit de modifier les livrables L5 et L6, en concertation avec les auteurs, afin d'adapter leur contenu et leur forme à la ligne éditoriale de ces deux formats de publication (*Analyses* et *NESE*). Le CEP pourra à ce titre en être co-auteur.

Sur la page de couverture de l'ensemble de ces livrables devront figurer les éléments suivants, sauf indication contraire de l'acheteur : « Étude commandée par le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA), financée par les programmes 149 et 215 du MASA et par France Bois Forêt. Ce rapport n'exprime pas les positions officielles du MASA, ni de France Bois Forêt. Il n'engage que ses auteurs. Marché n°SSP-DGPE-2025-065 ».

#### **4.4. Calendrier**

Le soumissionnaire proposera dans son offre un calendrier adapté aux méthodes proposées, et détaillant l'articulation entre les différentes phases. Ce calendrier devra intégrer les délais prévus entre les séances de travail des ateliers participatifs et les réunions de COPIL et ceux pour la fourniture des différents livrables, en particulier le temps de rédaction nécessaire pour les documents de valorisation.

À titre informatif, la notification du présent marché est prévue durant la deuxième quinzaine du mois de novembre 2025.

### **5 – Obligations du titulaire**

#### **5.1. Participation aux différentes réunions**

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les rencontres prévues dans le cadre des prestations : réunions en face à face ou par visio-conférence, entretiens, ateliers, déplacements et visites sur sites, webinaire.

Toute absence injustifiée ou répétée occasionne l'application de pénalités prévues au CCAP.

#### **5.2. Remise des livrables**

Le titulaire du marché est tenu de produire des livrables, listés à l'article 4 du présent CCTP.

Le CCAP précise les pénalités applicables. Par ailleurs, le paiement des prestations est conditionné à la remise et la validation des livrables prévus.

#### **5.3. Confidentialité**

Conformément à l'article 8.3.3 du CCAP du présent marché, le titulaire, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, qui, soit avant réception de la commande, soit au cours de son exécution, ont reçu communication de renseignements, documents, éléments ou objets quelconques dont la personne publique a expressément indiqué la nature confidentielle, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication, qui ne peut, sauf autorisation, être divulguée à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

La personne publique s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'elle peut recevoir du titulaire.

Le titulaire s'engage également à respecter les règles du secret statistique telles que définies par la

loi n°51-711 du 7 juin 1951 modifiée, sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistique.

#### 5.4. Propriété de l'étude

Le régime des droits de propriété intellectuelle de l'étude est précisé à l'article 10 du CCAP.

### Annexe : bibliographie et données indicatives

Cette bibliographie, seulement indicative, vise à aider les candidats à mieux comprendre le champ et les attendus de l'étude. Lors de la phase 1 de l'étude, ainsi qu'indiqué dans les pages précédentes, le prestataire sera chargé de compiler les différentes ressources documentaires de manière plus exhaustive.

#### Bibliographie

- MASA, CNPF, FNCOFOR, 2023, « [Mobiliser les propriétaires forestiers.](https://agriculture.gouv.fr/remise-des-propositions-dactions-mobiliser-les-proprietaires-forestiers), <https://agriculture.gouv.fr/remise-des-propositions-dactions-mobiliser-les-proprietaires-forestiers>
- SGPE, 2022, [Feuille de route Forêt de la planification écologique.](#)
- IGF, CGAAER, IGEDD, 2024, « [Mise en gestion durable de la forêt française privée,](https://agriculture.gouv.fr/mise-en-gestion-durable-de-la-foret-francaise-privee-0) <https://agriculture.gouv.fr/mise-en-gestion-durable-de-la-foret-francaise-privee-0>.
- Feuille de route et travaux à venir du délégué interministériel à la forêt, au bois et à ses usages ([lettre de mission](#)).
- CGAAER, 2020, [Regroupement de gestion des petites forêts – Comment dynamiser la gestion des petites forêts privées.](https://agriculture.gouv.fr/regroupement-de-gestion-des-petites-forets-comment-dynamiser-la-gestion-des-petites-forets-privees), <https://agriculture.gouv.fr/regroupement-de-gestion-des-petites-forets-comment-dynamiser-la-gestion-des-petites-forets-privees>
- Feliciano, D., et al., 2017, « [Understanding private forest owners' conceptualisation of forest management: Evidence from a survey in seven European countries](#) », *Journal of Rural studies*.
- Ficko, A., 2019, « [European private forest owner typologies: A review of methods and use](#) », *Forest Policy and Economics*.
- Agreste, 2012, [Etude sur la structure de la forêt privée.](#)
- GIEEF - instruction technique DGPE-SDFCB - 2015-752 – bilan
- CNPF, 2015, [Aqir en forêts privées morcelées : Expériences de regroupement du foncier et/ou de la gestion.](#)
- Résultats des enquêtes du réseau d'observation des forêts privées (Resofop)
- Etude sur la filière forêt-bois face au changement climatique : « une prospective de la filière et de ses acteurs en Bourgogne-Franche-Comté d'ici 2040 », en cours et dont certains livrables pourront être fournis par le CEP.
- Projet MOBINTER « Mobilisation de bois en forêt privée : rôle des caractéristiques individuelles et territoriales », 2024.
- IGN, FCBA, 2024, [Projections des disponibilités en bois et des stocks et flux de carbone du secteur forestier français.](#)